

---

## Révolution française et perestroïka. La légende de 1789 dans les reconfigurations politiques russes

Françoise Daucé

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/1852>

ISSN : 2275-2129

**Éditeur**

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 octobre 2006

Pagination : 83-99

ISBN : 2-84516-323-1

ISSN : 1266-6726

**Référence électronique**

Françoise Daucé, « Révolution française et perestroïka. La légende de 1789 dans les reconfigurations politiques russes », *Siècles* [En ligne], 23 | 2006, mis en ligne le 07 mai 2014, consulté le 09 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/1852>

---

# RÉVOLUTION FRANÇAISE ET *PERESTROÏKA* LA LÉGENDE DE 1789 DANS LES RECONFIGURATIONS POLITIQUES RUSSES

L'interprétation de la Révolution française dans la Russie impériale comme en URSS a varié au fil du temps et des auteurs entre enthousiasme et défiance, sans jamais sombrer dans l'indifférence. Elle a été travaillée et retravaillée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle puis au XX<sup>e</sup> siècle dans le sillage de la révolution d'Octobre 1917. L'histoire de la Révolution française a été passée au crible des détracteurs de l'autocratie, et ensuite des partisans de la vulgate officielle marxiste. Elle a été ensuite réexaminée par les opposants au stalinisme pour soutenir enfin le jugement des mouvements démocratiques et libéraux. Ces passions russes autour de la Révolution française s'expliquent par la forte valeur heuristique de cet épisode historique pour comprendre les évolutions politiques du pays même. « L'influence de la politique sur l'histoire est bien connue.

1. Dmitry SHLAPENTOKH, « The French Revolution in Russian Political Life. The Case of Interaction between History and Politics », dans « Les Slaves et la Révolution française », *Revue des études slaves*, t.69, fasc.1-2, 1989, p. 131.

2. Tamara KONDRATIEVA, *Bolcheviks et Jacobins. Itinéraire des analogies*, Paris, 1989.

3. Alexandre V. TCHOUDINOV, « La Révolution française : de l'historiographie soviétique à l'historiographie russe, «changement de jalons» », *Cahiers du monde russe*, vol.4, n° 2-3, avril-septembre 2002, p. 449-462.

Mais la relation opposée est aussi vraie : l'histoire et les images du passé affectent souvent le comportement des hommes politiques. Ce fait est bien illustré par l'impact de la Révolution française sur l'histoire politique et intellectuelle de la Russie » écrivait ainsi Dmitri Shlapentokh en 1989<sup>1</sup>. Les hommes politiques et les historiens russes se sont donc penchés avec intérêt sur la Révolution française, croyant y déceler des règles politiques pour leur propre régime. À l'époque soviétique, la comparaison des épisodes révolutionnaires en France et en URSS a alimenté la recherche de règles générales de déroulement de l'histoire. À la Révolution bourgeoise française devait immanquablement succéder la Révolution prolétarienne soviétique. L'interprétation de la Révolution française est devenue un enjeu politique et a été imposée par le haut à la base. En l'absence d'espace public contradictoire, cette interprétation dominante a été élaborée par les historiens soviétiques officiels à destination de la population. À la fin des années 1980, cette historiographie soviétique de la Révolution française est elle-même devenue un objet d'étude. Avec la politique de *glasnost* gorbatchévienne, la libération de la parole en URSS a permis la publication de travaux retraçant l'histoire officielle de la Révolution française et ses enjeux politiques. Tamara Kondratieva a publié en 1989 un ouvrage intitulé *Bolcheviks et Jacobins. Itinéraire des analogies*<sup>2</sup>. L'historien Alexandre Tchoudinov s'est aussi penché sur les « changements de jalons » concernant la Révolution française dans l'historiographie soviétique et russe<sup>3</sup>. Ces travaux, et de nombreux autres, ont témoigné du renouveau de l'intérêt scientifique russe pour la Révolution française.

Cet article ne souhaite cependant pas revenir sur cette riche littérature. Il propose plutôt d'analyser comment Mikhail Gorbatchev, son entourage et ses opposants eux-mêmes ont utilisé la référence aux épisodes révolutionnaires français durant les luttes politiques de la *perestroïka* (entre 1985 et 1991). Dans un contexte de forts bouleversements tant politiques qu'économiques, sociaux et culturels, les acteurs politiques russes ont à nouveau regardé du côté de la Révolution française pour y trouver des références et des modèles d'action. Cette source d'inspiration historique a été privilégiée parce que la variété des étapes de la Révolution française a permis de justifier des grammaires et des grandeurs politiques en

concurrence. Elle a ainsi servi de ressource politique tant à l'élite au pouvoir qu'à des groupes d'opposition désireux de participer à la vie publique. Il se trouve aussi que l'histoire a voulu que le bicentenaire de la Révolution en 1989 tombe au cœur des réformes gorbatchéviennes, rappelant ainsi à la mémoire des contemporains les leçons de 1789. L'histoire de la Révolution française a ainsi enrichi et explicité les divers modèles politiques en concurrence dans les dernières années de l'URSS.

### **M. Gorbatchev et le monopole de l'héritage révolutionnaire**

À partir de 1985, la *glasnost* (transparence) gorbatchéviennne a permis de renouer et de populariser le débat autour de l'interprétation de la Révolution française. À l'époque, comme l'explique Tamara Kondratieva, « s'annonça en URSS la reprise des comparaisons, interrompues dans les années trente parce que dangereuses au régime »<sup>4</sup>. Ce retour a été d'autant plus riche que la célébration du bicentenaire de la Révolution française, en 1989, est intervenue dans un contexte d'apogée des réformes politiques menées par le Premier secrétaire. Tous les grands journaux soviétiques de l'époque se sont saisis du bicentenaire pour jeter un regard nouveau sur le pouvoir soviétique à la lumière de la Révolution française<sup>5</sup>. Le bicentenaire, mettant l'accent sur 1789, est apparu comme un instrument de légitimation du projet réformateur gorbatchévien, par opposition aux périodes de terreur et de réaction qui ont marqué tant l'histoire de la Révolution française que celle du régime soviétique.

### ***L'héritage révolutionnaire***

En arrivant au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev se trouve placé face à un dilemme délicat : réformer le régime soviétique sans en remettre en cause les principes fondamentaux, rompre avec la pratique de ses prédécesseurs sans renier l'héritage des fondateurs de l'URSS. Le Premier secrétaire ne veut pas faire disparaître l'Union soviétique. Au

4. T. KONDRATIEVA, *Bolcheviks [...]*.

5. Nous avons notamment consulté les articles sur le bicentenaire de la Révolution française parus le 14 juillet 1989 dans les journaux soviétiques suivants : *Izvestiya*, *Moskovskie Novosti*, *Ogoniok*, *Literaturnaya Gazeta*.

6. Mikhaïl GORBATCHEV, *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, 1987, p. 55.

7. Parti communiste d'Union soviétique.

8. République socialiste fédérative soviétique de Russie.

9. M. C. GORBATCHEV, *Oktyabr' i perestroïka : revolyuciya prodoljaet'sya* (Octobre et la *perestroïka* : la révolution se poursuit). Moscou, Politizdat, 1987, p. 3.

10. David KUGULTINOV, *Revoluciya prodoljaetsya* (La révolution se poursuit), *Literaturnaya Gazeta*, 8 novembre 1989.

11. *Literaturnaya Gazeta*, 8 novembre 1989.

12. M. GORBATCHEV, *Perestroïka [...]*, p. 65.

contraire, M. Gorbatchev réaffirme régulièrement son attachement à la révolution bolchevique. « Nous n'avons aucune raison de parler à mi-voix de la révolution d'Octobre et du socialisme, comme si nous en avions honte » assure-t-il<sup>6</sup>. La référence révolutionnaire est présente dans la plupart de ses discours. Pour ne prendre qu'un exemple, à l'occasion des 70 ans de la Grande Révolution d'Octobre, en 1987, dans un discours devant les plus hautes instances du Parti et de l'État (le Comité central du PCUS<sup>7</sup>, le Soviet Suprême de l'URSS et celui de la RSFSR<sup>8</sup>), il rappelle que « la révolution d'Octobre fut une révolution du peuple et pour le peuple, pour l'homme, pour sa libération et pour son développement »<sup>9</sup>. Cette idée est reprise par son entourage politique. « La Révolution se poursuit. Elle se déroule non seulement dans la rue mais avant tout dans nos esprits. Nous avons acquis la liberté de parole. Mais il nous reste beaucoup à reconnaître » écrit David Kugultinov, poète kalmouke député au Soviet suprême en 1989<sup>10</sup>.

M. Gorbatchev accole souvent l'adjectif « révolutionnaire » au terme même de *perestroïka*. La presse soviétique aussi s'attache à présenter la *perestroïka* comme une nouvelle révolution, dans le sillage d'Octobre. Et un journaliste explique : « Chez nous, on qualifie souvent la *perestroïka* de révolution, ce qui signifie pour nous une renaissance et le développement futur des principes démocratiques proclamés par Octobre »<sup>11</sup>. La *perestroïka* serait ainsi une nouvelle révolution après la Révolution. Si cette idée a de quoi surprendre, le Premier secrétaire la justifie historiquement en se référant au cas français. Il explique ainsi :

Pourquoi parlons nous d'une nouvelle révolution, soixante-dix ans après celle d'octobre ? Une analogie historique peut nous aider à répondre à cette question. Lénine a une fois remarqué que dans le pays de la révolution bourgeoise classique, la France, il fallut après la grande Révolution de 1789-1793 encore trois révolutions (1830, 1848 et 1871) pour que le pays atteigne ses buts<sup>12</sup>.

Mikhaïl Gorbatchev reprend ainsi les acquis classiques de l'historiographie soviétique, qualifiant avant tout la Révolution française de « bourgeoise ». Pourtant, progressivement, dans les discours de

Gorbatchev et dans ceux de son entourage, la référence à la Révolution française acquiert un sens différent.

### *La réhabilitation de la Révolution démocratique*

L'attachement à la révolution d'Octobre, manifesté à l'occasion de la *perestroïka*, ne signifie pas l'attachement aux pratiques héritées de 70 ans de soviétisme. Mikhaïl Gorbatchev entend réformer en profondeur l'URSS dans un sens plus démocratique. « Nous avons besoin que toutes les organisations publiques, toutes les équipes de production et de création, toutes les nouvelles formes d'activités des citoyens [...] fonctionnent sainement et à plein rendement. En un mot, nous avons besoin d'une large démocratisation de tout les aspects de la société », déclare-t-il<sup>13</sup>. Dans cette entreprise de mariage entre Révolution et démocratie, le Premier secrétaire est à la recherche de justifications et notamment de justifications historiques. Mikhaïl Gorbatchev et ses partisans entament alors un retour sur la Révolution française pour justifier les nouvelles orientations politiques du pays. Alors que la Révolution française avait généralement été présentée par les responsables soviétiques comme une révolution « bourgeoise » précédant historiquement la révolution « prolétarienne » mais s'en différenciant fondamentalement, Mikhaïl Gorbatchev entend rappeler l'héritage démocratique de 1789.

Dès 1987, Mikhaïl Gorbatchev place la révolution d'Octobre dans la continuité des Lumières françaises. Il affirme ainsi que :

La Révolution en Russie a marqué l'apogée des aspirations libératrices, l'incarnation vivante des rêves des plus grands cerveaux de l'humanité, depuis les grands humanistes du passé jusqu'aux révolutionnaires prolétaires du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. L'année 1917 [...] a concentré en elle-même l'esprit des Lumières du XVIII<sup>e</sup> siècle, des héros courageux du mouvement décabriste, des tribuns ardents de la démocratie révolutionnaire<sup>14</sup>.

En faisant référence à la philosophie des Lumières, Mikhaïl Gorbatchev pose les bases d'une justification libérale et démocratique de

13. *Ibid.*, p. 39.

14. M. C. GORBATCHEV, *Oktyabr' i perestroïka [...]*, p. 5.

15. Discours de M. Gorbatchev pour la 43<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU, 7 décembre 1988. [http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr\\_id=173&art\\_id=14297](http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr_id=173&art_id=14297).

16. *Chronique de la perestroïka*, 1989, [http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr\\_id=174&art\\_id=14564](http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr_id=174&art_id=14564).

la Révolution inspirée de 1789. En 1988, devant l'ONU, il déclare : « Les deux grandes révolutions (la Française de 1789 et la Russe de 1917) ont exercé une puissante influence sur le caractère même du processus historique, modifiant radicalement la trajectoire des évènements mondiaux. Les deux, chacune à sa façon, ont donné une impulsion gigantesque au progrès de l'humanité »<sup>15</sup>. En 1989, l'un des plus fidèles conseillers de M. Gorbatchev, A. Iakovlev, s'exprime à l'occasion du bicentenaire. Il insiste sur la dimension démocratique de l'héritage de 1789. Il déclare ainsi : « La Grande Révolution française a pesé sur la destinée de l'humanité en imposant dans la politique et dans l'opinion publique les principes fondamentaux de la liberté de pensée, qui sont entrés dans l'héritage commun de la culture mondiale ». Il poursuit : « En unissant les principes de l'humanisme et de la justice avec les principes de la démocratie et de la souveraineté populaire, la Révolution a posé les bases de la culture politique contemporaine ». Cependant, toujours soucieux de ne pas rompre avec l'orthodoxie soviétique, Iakovlev cite Lénine qui souligne que « révolution et évolution ne sont pas contradictoires mais peuvent se combiner »<sup>16</sup>. Les propos de ce proche de M. Gorbatchev sont importants pour comprendre l'entreprise de valorisation du volet « démocratique » de la révolution avancée durant la perestroïka.

### *1789 par le prisme de la glasnost*

La réhabilitation gorbatchévienne de 1789 est largement soutenue par la presse de l'époque. Elle n'est cependant pas unanimement partagée car elle heurte les convictions historiques forgées par 70 ans d'historiographie soviétique. Les propos gorbatchéviens transgressent l'interprétation officielle de la Révolution française et suscitent des tensions fortes au sein de la presse et du monde des historiens. Ayant rompu avec le monolithisme médiatique qui régnait sous Brejnev, la *glasnost* permet l'expression de points de vue différents à l'occasion du bicentenaire. Partisans et opposants de l'héritage libéral de 1789 s'affrontent. Les positions du Premier secrétaire sont relayées dans la presse réformatrice qui lui est favorable. À l'inverse, les journaux communistes les plus conservateurs

manifestent une hostilité certaine à l'égard de la réhabilitation de 1789. Les articles qui paraissent à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française l'illustrent. Nous analysons ici les articles parus dans les principaux journaux, quotidiens et hebdomadaires, de l'époque aux alentours du 14 juillet 1989. Le débat, s'il est sans nul doute contradictoire, reste cependant dans des limites officielles raisonnables. Il montre toutefois les tensions politiques qui se déploient autour de l'interprétation gorbatchévienne de la Révolution française.

Le 14 juillet 1989, le quotidien *Izvestiâ*, acquis aux réformes, présente des commentaires favorables à la mémoire de 1789 :

Ayant mis un point final à l'ancien régime, la Grande révolution française a porté des objectifs élevés, a créé les bases d'une nouvelle société, au centre de laquelle devait se trouver la personnalité individuelle (*celoveceskaâ licnost'*) avec ses droits et ses libertés. Les deux cents ans qui se sont écoulés depuis la prise de la Bastille ont montré combien cet objectif est difficile à atteindre, combien la lutte reste vive en faveur des droits de l'homme<sup>17</sup>.

Le journal se fait le défenseur de l'interprétation démocratique et libérale de la Révolution française. En insistant sur l'importance des libertés individuelles et des droits de l'homme, il soutient aussi la réhabilitation de ceux-ci dans l'URSS de Gorbatchev.

La *Pravda*, à l'inverse, connue pour son orthodoxie soviétique, n'accorde que quelques lignes fort critiques au bicentenaire de la Révolution. Son journaliste écrit : « La direction du Parti communiste français souligne qu'il n'y a pas lieu de fêter les 200 ans de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen alors que les 10 de Renault n'ont pas été réhabilités » (il s'agit de syndicalistes licenciés) ou encore « Environ 100 000 personnes se sont réunies sur la place de la Bastille le 8 juillet pour une « manifestation des sans-culottes » afin de protester contre la transformation des cérémonies du bicentenaire en « fête pour les bourgeois » et non pour le peuple »<sup>18</sup>. Derrière ces critiques transparaissent les références aux analyses soviétiques de la Révolution française, et notamment la dénonciation de sa dimension « bourgeoise ».

17. Yu. KOVALENKO. *Parij, 14 iyulya...* (Paris, le 14 juillet...), *Izvestiya*, 14 juillet 1989.

18. V. BOLCHAKOV, *Nakanune yubileya* (Avant le bicentenaire), *Pravda*, n° 195, 14 juillet 1989, p. 7.



19. Nikolai MOLTCHANOV, *Gilolina ili deklaraciya prav ?* (Guillotine ou déclaration des droits ?), *Literaturnaya Gazeta*, 12 juillet 1989.

20. Sergei KOSENKO (conseiller auprès de la Direction de la coopération humanitaire et des droits de l'homme du ministère des Affaires étrangères de l'URSS), *Znat, ponimat, vypolnyat* (Savoir, comprendre, appliquer), *Literaturnaya Gazeta*, 13 décembre 1989. Cette direction du ministère des Affaires étrangères a été créée en 1988.

Dans les hebdomadaires de l'époque, les journalistes participent au débat sur la Révolution mais aussi certains historiens, qui, traditionnellement, sont convoqués pour le débat public. Ces derniers se lancent dans une réhabilitation de 1789 et de ses projets libéraux. « Devons-nous renoncer à l'héritage de la Grande révolution française ? » se demande le professeur Nikolai Moltchanov dans les colonnes de la *Literaturnaa Gazeta* en 1989 :

Au contraire, nous l'acceptons avec reconnaissance et bienveillance en souvenir des grands révolutionnaires français du XVIII<sup>e</sup> siècle. [...] La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 est pour nous aussi sacrée que pour l'ensemble de l'humanité progressiste [...]. Nous en sommes seulement à rêver d'une application du principe de souveraineté du peuple, de parlement représentatif, de séparation des pouvoirs, d'État de droit, de droits démocratiques de l'homme et du citoyen [...] Tous ces principes sacrés et beaucoup d'autres encore ont été proposés, définis et appliqués par la Grande révolution française<sup>19</sup>.

En s'exprimant de la sorte, là encore, l'historien justifie les réformes engagées par M. Gorbatchev en faveur de la démocratie et de l'État de droit. Ce discours de réhabilitation de l'héritage révolutionnaire en matière de droits de l'homme trouve des débouchés concrets. Les fonctionnaires soviétiques s'interrogent alors sur la diffusion des droits de l'homme dans la société. Un conseiller ministériel soviétique déclare ainsi dans la presse :

Pour tout Français, par exemple, le terme même de « droits de l'homme » est évident, parce qu'on le lui a appris dès l'école au cours des 200 années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Peut-on mettre en place une telle formation en Union soviétique ? On le peut et on le doit. Les fondements humanistes du socialisme y appellent, ainsi que l'esprit et la lettre des pactes internationaux<sup>20</sup>.

L'image de la Révolution des droits de l'homme et de ses conséquences est ici fortement idéalisée mais sert surtout les nouvelles orientations de la direction du Parti.

## *La condamnation de la Terreur*

En se faisant le promoteur de l'héritage démocratique de la Révolution française, Mikhaïl Gorbatchev se fait du même coup le pourfendeur de la dérive totalitaire de cette même révolution ainsi que du risque de réaction qu'elle suppose. Ce faisant, il reprend à son compte un argumentaire jusqu'alors développé par les adversaires libéraux du régime soviétique ou par les dissidences de gauche opposées au stalinisme. Il prive par là ses adversaires potentiels d'un argumentaire politique.

Durant la *perestroïka*, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, les articles qui paraissent dans la presse russe sur les parallèles entre la *perestroïka* et la Révolution française traduisent les tensions qui existent autour de la référence à la Terreur et à Robespierre. Le journaliste et romancier communiste français, André Stil, ancien rédacteur en chef de l'*Humanité*, écrit dans la presse russe : « La politique de *perestroïka* en URSS ne peut pas ne pas rappeler le mouvement des masses populaires parisiennes qui, par leur action décisive le 14 juillet puis en octobre 1789, le 10 août 1792, le 31 mai et le 2 juin 1793 ont donné une impulsion décisive au développement de cette révolution certes bourgeoise mais néanmoins démocratique »<sup>21</sup>. Le journaliste français invoque alors l'héritage de Robespierre comme source d'inspiration pour la *perestroïka*. Il écrit : « Des gens comme Robespierre, Saint-Just, Marat et d'autres [...] étaient en avance sur leur temps et ont porté un projet, qui n'a pas été achevé, de révolution « pour tous », et pas seulement pour une nouvelle classe privilégiée. C'est pourquoi ce sont des hommes qui peuvent nous servir aujourd'hui d'exemple »<sup>22</sup>. Mais cette invocation arrive trop tard. Comme l'explique le professeur russe qui lui répond dans les mêmes colonnes : « Et tout de même, être d'accord avec l'image idéalisée de Maximilien Robespierre, telle que la dessinent ses partisans, est difficile et même impossible. Difficile parce que nous avons déjà vécu dans notre pays l'expérience tragique de l'idéalisation de la Terreur et de Robespierre »<sup>23</sup>. Nikolai Moltchanov rappelle qu'à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française, en 1939, les historiens soviétiques furent mobilisés pour produire un énorme ouvrage consacré à la Terreur et à Robespierre.

21. André STIL, *Revolyuciya, demokratiya i my* (La Révolution, la démocratie et nous), *Literaturnaya Gazet*, 12 juillet 1989.

22. *Ibid.*

23. N. MOLTCHANOV, *Gilotina [...]*.

24. *Ibid.*

25. M. GORBATCHEV, *Perestroïka [...]*, p. 45.

26. N. MOLTCHANOV, *Gilotina [...]*.

27. M. GORBATCHEV, *Perestroïka 20 let spustya : SSSR mojno bylo reformy* (La *Perestroïka* 20 ans plus tard : on pouvait réformer l'URSS), 24 février 2005, [http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr\\_id=21&art\\_id=24020](http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr_id=21&art_id=24020).

Cette publication coïncidait avec les discours du procureur Vichynski à l'occasion des grands procès de Moscou<sup>24</sup>. En Union soviétique, cette apologie de la Terreur a survécu, par inertie, jusqu'à la perestroïka. Les réformes libérales de M. Gorbatchev donnent la possibilité d'énonciation d'un discours alternatif. Les communistes français apparaissent alors en retard sur l'évolution du discours historique public engagé en URSS.

### ***La menace de la réaction***

Si, à aucun moment, Mikhaïl Gorbatchev n'a pour projet l'abandon du communisme et du régime soviétique, la radicalité de ses réformes peut en donner l'impression. Le Premier secrétaire lui-même s'en inquiète : « La *perestroïka* signifie-t-elle que nous abandonnons le socialisme, ou du moins certains de ses fondements ? Certains posent la question avec espoir, d'autres avec inquiétude »<sup>25</sup>. M. Gorbatchev entend libéraliser partiellement le régime pour lui donner un second souffle mais affirme vouloir maintenir le prolétariat au pouvoir et lutter contre toute restauration capitaliste et bourgeoise. À ce titre, la référence à la Révolution française est utile pour mettre en garde contre les risques de réaction. En puisant dans le corpus révolutionnaire français, Mikhaïl Gorbatchev et ses partisans articulent la dénonciation de la Terreur à la dénonciation de la réaction. En 1989, Nikolaï Moltchanov estime que « la Terreur a porté finalement un coup mortel à la révolution ». Pour appuyer ses propos, il cite « le grand historien marxiste de notre temps », Albert Soboul : « La frayeur causée par la Terreur robespierriste explique en grande partie le succès du coup d'État du 18 brumaire et l'arrivée au pouvoir de Bonaparte »<sup>26</sup>. Mikhaïl Gorbatchev transpose cet exemple historique dans le contexte politique de la *perestroïka* : « Nous avons reconnu qu'après la formidable impulsion démocratique et culturelle donnée par la révolution d'Octobre, s'est rapidement imposée une période de vraie réaction, appelée à juste titre par la suite le « Thermidor stalinien », qui a conduit à la mise en place d'un régime totalitaire. Ce système a débouché sur la répression sanglante des auteurs mêmes de la révolution »<sup>27</sup>. Implicitement, la politique

gorbatchévienne, de rupture avec la Terreur, est présentée comme la voie d'une stabilisation de l'héritage révolutionnaire et comme un antidote à la tentation réactionnaire. Ce faisant, M. Gorbatchev monopolise le discours sur la révolution pacifique et libérale. « Je pense qu'il faut dire avant tout que la perestroïka a été une révolution antitotalitaire pacifique, engagée au nom des idéaux de la démocratie et du socialisme »<sup>28</sup>. Il prive ses opposants des références qu'ils avaient patiemment forgées pour discréditer le régime soviétique.

28. *Ibid.*

### **Une opposition politique désarmée**

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les opposants au régime soviétique ont mobilisé des références à la Révolution française pour dénoncer les dérives du projet bolchevique. Les opposants de gauche, notamment trotskistes, ont dénoncé la réaction bureaucratique de Staline, comparée à un nouveau Thermidor. Les opposants libéraux, de leur côté, ont dénoncé la Terreur sanglante du régime, rappelant au passage les pratiques de Robespierre. Ces deux critiques ont été entendues et intégrées dans les discours gorbatchéviens, laissant ainsi ses opposants à court d'arguments politiques.

### ***La critique thermidorienne dépassée***

Dans le sillage même de la révolution d'Octobre, des analyses critiques de gauche ont utilisé la référence à la période thermidorienne de la Révolution française pour dénoncer l'évolution du régime soviétique. Cette référence à Thermidor va connaître un succès constant parmi les opposants à l'URSS tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Cependant, « Tout comme la nature de la bureaucratie, la datation de Thermidor fluctue selon les tendances militantes ou les chercheurs. Ainsi, les maoïstes expliquent la rupture entre la Chine et l'URSS par le « coup d'État politique de Khrouchtchev » en 1956 ; pour les sociaux-démocrates, le tournant intervient en 1938 avec les procès de Moscou ; les

29. Marie-Hélène MANDRILLON, « La bureaucratie thermidorienne », dans « Le débat sur la nature de l'URSS », *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, 1986, p. 7.

30. Léon TROTSKY. *La Révolution trahie*, Paris, 1963. Cité dans M.-H. Mandrillon, *op. cit.*, 26 décembre 1986, p. 8.

trotskistes situent la rupture en 1929 [...] alors que pour les anarchistes, c'est dès 1921, du vivant même de Lénine, qu'a eu lieu la trahison, avec la répression de la révolte de Kronstadt »<sup>29</sup>. La fluidité de la référence à la période thermidorienne de la Révolution française permet peu ou prou à tous les opposants au régime politique de s'en emparer. C'est cependant Léon Trotsky qui, dès la fin des années 1920, a dénoncé le plus vigoureusement la dérive bureaucratique du régime soviétique en s'emparant de la référence à Thermidor pour appuyer sa démonstration. Il affirme que « La bureaucratie soviétique a politiquement exproprié le prolétaire pour défendre par ses propres méthodes les conquêtes sociales du prolétariat ». Il dénonce « l'esprit de réaction bourgeoise dont est profondément pénétrée la bureaucratie thermidorienne. En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution »<sup>30</sup>. Le discours trotskiste n'a pu connaître de développement public en URSS durant la période soviétique. Il ne ressurgit guère à l'occasion des réformes libérales engagées par Mikhaïl Gorbatchev tant les opposants trotskistes ont disparu de la scène politique soviétique. De plus, en s'emparant de la critique thermidorienne et en mettant en garde contre le risque de réaction, M. Gorbatchev prive ses opposants de cette référence historique.

### *La critique libérale de la Révolution française*

Parmi les opposants libéraux au régime soviétique, le projet gorbatchévien suscite un mélange d'enthousiasme et d'hostilité. La réhabilitation gorbatchévienne de l'héritage de 1789 rencontre certes l'assentiment des dissidents, soucieux de restaurer les droits de l'homme dans le pays, mais provoque aussi leur méfiance. Ils engagent donc une réflexion sur la révolution en général et la Révolution française en particulier qui débouche finalement sur une critique radicale de la *perestroïka*. Cette critique s'appuie essentiellement sur la dénonciation de la Terreur, commune à l'histoire des révolutions française et bolchevique. Cette dénonciation de la Terreur n'est pas propre aux dissidents mais elle veut aller plus loin que la rhétorique gorbatchévienne et condamne la violence de tous les épisodes révolutionnaires passés. Les opposants à Gorbatchev

dénoncent la Révolution française dans son ensemble pour stigmatiser le pouvoir soviétique, même réformateur. Ce faisant, les démocrates et les libéraux de la fin de la période soviétique se privent eux-mêmes de la référence révolutionnaire (même de velours) et contribuent à la spécificité de la configuration politique post-soviétique.

En 1988, Andronic Migranian, un politiste réformateur de la *perestroïka*, invoque Tocqueville pour mettre en garde contre les excès révolutionnaires :

L'analyse de la Révolution française de 1789 a permis à Alexis de Tocqueville [...] de formuler une loi valable pour tous les pays qui s'engagent dans la voie de la modernisation et de la démocratisation. Pour un pays où la tradition de démocratie et de liberté fait défaut, rien n'est aussi dangereux [...] que les réformes et les changements précipités<sup>31</sup>.

Ce texte a paru dans un recueil d'articles écrits par des penseurs réformateurs de la *perestroïka* et notamment aux côtés d'un article d'Andrei Sakharov. Les dissidents soviétiques sont conscients de l'absence de tradition démocratique dans leur pays. En conséquence, toute transformation radicale sur un mode révolutionnaire leur semble dangereuse. De nombreux dissidents opposent au modèle révolutionnaire français le libéralisme anglo-saxon. Valeria Novodvorskaia, une militante des droits de l'homme, explique ainsi en 2002 : « Les Jacobins, qui exécutaient 50 personnes par jour sur la place de la Concorde, ont sombré dans l'oubli. Et avec ces « adeptes de la guillotine », les commères tirant leur plaisir révolutionnaire des exécutions. La soi-disant Grande Révolution française avec sa terreur de masse a été la cause du retard permanent et dans tous les domaines de la France sur la Grande-Bretagne »<sup>32</sup>. De la dénonciation de la Révolution française naît une inclination libérale qui trouve des débouchés politiques clairs sous la *perestroïka*.

À l'occasion de cette dernière, des convergences apparaissent entre le point de vue des dissidents soviétiques et celui des libéraux occidentaux, qui trouvent désormais à s'exprimer dans la presse russe. En 1989, une délégation française, comprenant notamment Jean

31. Andronic MIGRANIAN, « Comment surmonter le blocage du système politique ? », dans Iouri N. AFANASSIEV (dir.), *La Seule issue*, Paris, 1989, p. 443.

32. Valeriya NOVODVORSKAYA, *Strana, kotoraya tancuet ot stenki, Novoe Vremya*, 28 mai 2002, <http://www.hro.org/editions/press/0502/28/28050205.htm>.

33. Jean d'ORMESSON, « Podlinno dukhovnaya revolyuciya », *Literaturnaya Gazeta azeta*, 8 novembre 1989.

34. *Parij : prazdniki i budni* (Paris : les fêtes et le quotidien), *Russkaya Mysl*, 14 juillet 1989.

35. T. KONDRATIEVA, *Bolcheviks [...]*, p. 12.

d'Ormesson, se rend en URSS dans le cadre du bicentenaire de la Révolution française. Elle part en expédition dans l'Elbrouz pour y installer une plaque portant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ainsi que la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. À cette occasion, Jean d'Ormesson répond aux questions de la presse russe et déclare : « L'expérience historique montre qu'aucune révolution n'a permis l'application complète des droits de l'homme dans la réalité »<sup>33</sup>. Ce message du libéral français est entendu par les défenseurs des droits de l'homme soviétiques, méfiants à l'égard de toute idée de révolution. De la même façon, dans le contexte de l'époque, entre François Mitterrand et Margaret Thatcher, nombre d'opposants soviétiques manifestent clairement leur préférence pour cette dernière. Ils appuient notamment ce choix sur des références historiques. Le 14 juillet 1989, le journal *Russkaya Mysl*, publié en France et très opposé au régime soviétique, cite longuement les propos de Margaret Thatcher à l'occasion du bicentenaire. La « dame de fer » refuse de reconnaître le rôle précurseur de la Révolution française dans la promotion des droits de l'homme. Elle rappelle au contraire que « longtemps avant la Révolution française, les droits de l'homme ont été reconnus en Angleterre dans un document historique connu sous le nom de « Charte des Libertés »<sup>34</sup>. En relayant ces propos, le journal prend une position critique à l'égard de la Révolution française, qui semble partagée par son lectorat et les opposants au régime soviétique en général. En 1989, pour le bicentenaire de la Révolution française, le groupe de rock soviétique DDT chante : « Révolution, tu nous as appris à croire à l'injustice du bien. Combien d'univers on brûle chaque heure au nom de ta flamme sacrée ? ». Comme le souligne T. Kondratieva, « ce refrain met en question la révolution d'Octobre, certes, mais aussi la Révolution française puisque la chanson se termine sur l'air de la Marseillaise »<sup>35</sup>.

### *L'impuissance révolutionnaire des libéraux*

La grande circonspection des dissidents soviétiques à l'égard de l'idée de révolution n'est pas nouvelle, elle remonte aux années 1950. Cette méfiance ne fait que se développer et s'enrichir sous la

perestroïka. Initialement, elle se base sur la crainte de la violence politique. Comme l'expliquent les militants de l'association Memorial, créée pour réhabiliter les victimes des répressions soviétiques et défendre les droits de l'homme :

À partir de la fin des années 1950, une demande d'engagement d'un nouveau type est apparue dans la société. Cet activisme ne devait pas conduire à une lutte clandestine contre le régime : une bonne partie de l'intelligentsia soviétique voyait dans la clandestinité politique une voie directe vers une nouvelle révolution, immanquablement accompagnée, de l'avis général, par de la violence. Et à peu près personne ne voulait voir se reproduire le passé<sup>36</sup>.

Le refus de l'engagement révolutionnaire parmi les dissidents se fait au nom du pacifisme et de la non-violence. Pour les dissidents, toute révolution en Russie est nécessairement sanglante. Ils finissent même par présenter cette règle comme une spécificité du pays. Sergueï Kovaliov, un dissident respecté de la période soviétique, explique ainsi :

En 1953, le dictateur meurt et la terreur s'affaiblit (à l'échelle russe, bien sûr). Il semble alors, d'après les règles de l'histoire russe, que l'étape suivante devrait être marquée par la consolidation des opposants clandestins, le renforcement de leur influence sur de larges groupes de la population, des soulèvements massifs, et, en fin de compte, la révolution. Bien sûr, à la manière de notre pays, c'est-à-dire sanglante. Mais l'histoire a suivi un autre chemin<sup>37</sup>.

Ces considérations avancées par les dissidents sont relayées dans le discours et dans la culture populaire. Michel Aucouturier tente d'expliquer la méfiance des dissidents à l'égard de la révolution :

Le discours révolutionnaire, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, s'identifie à celui de la rationalité politique, qui a été confisquée en Russie par le marxisme officiel. Ce n'est pas par hasard que la dissidence s'est exprimée d'abord sur le terrain de l'art, par le refus systématique du discours politique, en évitant instinctivement un terrain occupé par le pouvoir et miné, qu'elle doit d'abord reconnaître avec prudence, et reconquérir pas à pas »<sup>38</sup>.

36. <http://hro.org/editions/karta/nr22-23/histor1.htm>.

37. S. A. KOVALEV, *Puti Rossii* (Les voies de la Russie). Intervention lors d'une conférence organisée à Francfort et intitulée « La Russie : du totalitarisme à la démocratie », mars 1998, [http://hro.org/editions/kovalev/kov2\\_9.htm](http://hro.org/editions/kovalev/kov2_9.htm).

38. Michel AUCOUTURIER, « Dissidents », dans Iouri AFANASSIEV et Marc FERRO (dir.), *50 idées qui ébranlèrent le monde. Dictionnaire de la perestroïka*, Paris, 1989.



39. Aleksandr KURANOV, *Vaclav Havel vykhodit na scenu* (Vaclav Havel entre en scène), *Literaturnaya Gazeta*, 6 décembre 1989.

40. A. MIGRANIAN, « Comment surmonter [...] », p. 448.

41. S. A. KOVALEV, *Puti Rossii* [...].

Cette approche explique le refus des dissidents de s'engager dans une révolution, qu'elle soit même de velours. À la différence de leurs homologues tchèques, par exemple, les dissidents répugnent à s'emparer du pouvoir au nom de la révolution. En 1989, à une question sur la nature des changements en Tchécoslovaquie, Vaclav Havel déclarait : « Ça ne ressemble pas à la *perestroïka*. On pourrait plutôt appeler cela "une révolution pacifique" »<sup>39</sup>. Aucune considération similaire n'est décelable chez les opposants soviétiques. Les dissidents russes se définissent par un très grand légalisme. Certes, ils promeuvent des actes de désobéissance civile mais « la désobéissance civile ne doit pas aller jusqu'à menacer l'ordre constitutionnel » rappelle Andronic Migranian<sup>40</sup>.

Ce faisant, en refusant toute action politique radicale, les dissidents de la période soviétique ont été rapidement marginalisés sur la scène politique post-soviétique. Plusieurs années après la *perestroïka*, en 1998, Sergueï Kovaliov, à fois dissident, député et défenseur des droits de l'homme, résume la situation :

Le mouvement de défense des droits de l'homme n'a jamais prétendu ni à un rôle de force révolutionnaire, ni même à un rôle d'opposition politique. Et lorsque le régime communiste, devant le mécontentement général, s'est effondré, il n'a rencontré aucune force politique alternative forgée par des années de lutte commune et par des idéaux politiques communs. C'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant à ce que la nouvelle élite politique se soit formée à partir de renégats de l'ancienne élite. Et ils ont amené avec eux leurs habitudes administratives anciennes ainsi que les normes morales soviétiques<sup>41</sup>.

Le constat de Sergueï Kovaliov est amer et constitue, d'une certaine façon, une remise en cause de la stratégie anti-révolutionnaire des militants. Il le reconnaît lui-même :

Comprenez moi bien : je ne fais aucune critique aux défenseurs des droits de l'homme soviétiques, ni même à moi-même. J'ai moi-même considéré que l'absence de revendications politiques parmi les défenseurs des droits de l'homme était importante. J'y ai vu la possibilité d'éviter la répétition d'un cycle sanglant de l'histoire russe. Et de fait,

nous avons évité jusqu'à présent une telle répétition. Mais peut-être que le marasme actuel est le prix amer de ce refus de la révolution, qui en Russie, je vous l'assure, n'aurait été ni « de velours » comme à Prague, ni « en chantant » comme à Vilnius<sup>42</sup>.

Cette amertume a été renforcée par les évolutions politiques récentes en Russie.

Les années de la *perestroïka* ont conduit à une révision de l'image de la Révolution française dans la vie politique russe. En 1989, l'interprétation gorbatchévienne dominante voyait dans 1789 une référence à mobiliser pour favoriser la réforme du régime soviétique. L'interprétation minoritaire des dissidents voyait à l'inverse dans la révolution une violence politique injustifiable et refusait de se référer aux acquis de la Révolution française. Plusieurs années plus tard, les rôles se sont inversés. M. Gorbatchev reconnaît aujourd'hui le caractère violent de toute révolution. En 1997, sa fondation publie un texte affirmant : « Aujourd'hui, seuls les aveugles ne voient pas que la révolution est une mauvaise voie de développement. Elle conduit presque inévitablement à ce qu'elle n'avait pas prévu. Si elle laisse derrière elle de bonnes choses, c'est habituellement à un prix démesurément élevé. En ce sens, ni la Révolution française, ni la nôtre ne furent des exceptions »<sup>43</sup>.

Les anciens dissidents à l'inverse, inquiets des évolutions du régime post-soviétique, manifestent des regrets à l'égard d'un pacifisme anti-révolutionnaire qui a conduit à leur marginalisation politique. Comme l'explique Grigori Iavlinski, le chef du petit parti libéral Iabloko, « En 1991-1992 [...] en Russie, s'est produit un Thermidor. Chez nous, la révolution a duré deux jours. Le troisième jour, un membre du Politburo est devenu notre Président. Et depuis 10 ans, chez nous, sur 8 Premier ministres, tous sans une exception ont soit représenté le Comité central du Parti communiste d'Union soviétique, soit le FSB/KGB [...]. Voilà, et c'est tout »<sup>44</sup>.

42. *Idem*.

43. Conférence « Octobre 1917 : sens et signification ». Table ronde organisée à la Fondation Gorbatchev le 30 octobre 1997, [http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr\\_id=149&art\\_id=13217](http://www.gorby.ru/rubrs.asp?rubr_id=149&art_id=13217).

44. G. IAVLINSKI, intervention sur Radio Svoboda, 3 novembre 2002.